

La voix de l'opposition de gauche

Le 28 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Pourquoi ? La question de trop.

Et nous qui pensions qu'ils étaient animés de mauvaises intentions, on a dû se tromper. A moins que...

Pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir, les médias-oligarques, le New York Times et le Washington Post ou Le Monde et Libération notamment, autrement dit le groupe Bilderberg, Wall Street ou le CAC40 qui au passage sont responsables du chômage de masse et des guerres, les négriers des temps modernes, le parti démocrate ou la gauche devenus la caution morale de la pire réaction, pourquoi se passionnent-ils tant pour les migrants ?

Pour que ce marché aux esclaves ne fasse l'objet d'aucune critique ou soit soutenu par la majorité de la population qui jusqu'à présent s'y oppose, le mouvement ouvrier lui apportant sa caution de gauche, sa touche "d'humanité".

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- **Aquarius : la gauche dénonce le refus du gouvernement de laisser débarquer les 58 migrants - Le Parisien 25 septembre 2018**

- « On ne ferme pas les portes des urgences quand quelqu'un qui est au bord de mourir s'y présente », a réagi sur BFMTV le porte-parole du PS, Boris Vallaud.

- « Ce non est celui d'un pouvoir moralement décadent car incapable d'honorer notre devoir le plus simple et le plus élémentaire d'humanité », a dénoncé de son côté Benoît Hamon, le président de Génération.s, dans un message posté sur Twitter.

- Yannick Jadot, tête de liste d'EELV pour les élections européennes, a critiqué des réponses gouvernementales « si éloignées de notre humanité et de nos principes ».

- « L'Aquarius doit pouvoir accoster à Marseille. C'est notre devoir et notre honneur », avait lancé lundi sur Twitter le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a renchéri dans un autre message posté par la suite. « Honteuse trahison du devoir d'humanité. Le supplice des 58 de l'Aquarius doit prendre fin. L'alliance Macron/Salvini contre les naufragés doit cesser. ».

- « Tergiverser, ne pas honorer ce devoir d'humanité, est aussi cynique qu'inacceptable », a abondé la députée LFI Clémentine Autain.

- Au PCF, Ian Brossat, tête de liste pour les Européennes, a demandé « quelle crédibilité aura Macron lorsqu'il fera la leçon à Salvini ? » Le Parisien 25 septembre 2018

C'est le front unique de la mauvaise conscience qui exige que Macron accomplisse son devoir, mais il ne demande que cela, cela tombe bien.

Avec l'ONG Oxfam le PCF tient à ce que Macron soit "crédible"... à défaut d'être légitime, mais cela il ne faut surtout pas le dire. Quant aux autres suppôts du régime, Hamon, Jadot, Autain et Mélenchon, ils tiennent exactement le même discours, c'est dans l'ordre des choses, on est social-impérialiste ou on ne l'est pas, on ne se refait pas.

Ils sont les fers de lance des lois liberticides ou de la répression de la liberté d'expression

Autrefois le mouvement ouvrier dénonçait les provocateurs, de nos jours il les encense ou il participe à leurs opérations.

- Marlène Schiappa salue la première condamnation pour outrage sexiste - Le HuffPost 25.09

C'est une première saluée par le gouvernement. Marlène Schiappa a confirmé ce mardi que pour la première fois une personne a été condamnée pour outrage sexiste dans la foulée de l'adoption de la loi sur les violences faites aux femmes. Le HuffPost 25.09

- A Calais, «une atteinte sans précédent à la liberté d'expression» - Libération 25 septembre 2018

Le tribunal de Boulogne-sur-Mer a condamné ce mardi un travailleur humanitaire à 1 500 euros d'amende pour un tweet ironique dénonçant les abus policiers.

Loan Torondel, alors coordinateur à Calais de l'association l'Auberge des migrants, a été reconnu coupable de diffamation. Même s'il a fait appel de la décision, il s'agit d'un signal «très fort» et «dangereux» selon Katia Roux, chargée de plaider à Amnesty International, qui s'était rendue au tribunal pour apporter son soutien au jeune travailleur humanitaire.

C'est un message négatif et paralysant qu'envoie la justice à ceux qui défendent les migrants sur le terrain et relatent d'éventuels abus des forces de l'ordre. C'est la première fois qu'une personne est condamnée pour diffamation, mais les situations de harcèlement envers les bénévoles ne sont pas rares. Libération 25 septembre 2018

Halte à la réaction, au totalitarisme : La "régression victorienne" ne passera pas !

- "Une main aux fesses n'a jamais tué personne", quand Eugénie Bastié lance la polémique - Public 25 septembre 2018

"Je crois qu'une main aux fesses n'a jamais tué personne". avec cette déclaration, Eugénie Bastié créait la polémique. Invitée au micro de Léa Salamé sur France Inter, ce mardi 25 septembre à 7h50, la journaliste essayiste est venue présenter son prochain ouvrage "Le porc émissaire: terreur ou contre-révolution". Ainsi, elle appuie quelques-uns de ses propos écrits sur les mouvements "MeToo" et "BalanceTonPorc" qu'elle présente comme, signe d'une "régression quasiment victorienne".

L'essayiste conservatrice explique alors que : "la libération de la parole autorise toutes les dérives et le bazar de l'État de droit au nom de la lutte contre les violences sexuelles." Elle continue sur les mouvements lancés après l'affaire Weinstein : "Les hommes craignent désormais de se retrouver seuls avec les femmes, redoutent d'être accusés, la peur a bel et bien changé de camp (...). Je trouve qu'il y a un climat désagréable et détestable de suspicion généralisée entre les deux sexes."

Plus tard, Léa Salamé revient sur une citation tirée de son livre : “Une main aux fesses n'a jamais tué personne, contrairement aux bonnes intentions qui pavent l'enfer des utopies”. Ce à quoi l'invité répond : “Je ne réhabilite pas la main aux fesses, je m'érige contre la victimisation excessive, qui à mon avis, est une régression parce qu'on considère dans une certaine frange du mouvement #MeToo que la femme doit être traitée comme un enfant. C'est-à-dire qu'elle est innocente a priori, (...) Je crois qu'il faut hiérarchiser les violences, hiérarchiser les souffrances.”

Ainsi, Eugénie Bastié estime que les violences subies par les femmes doivent être hiérarchisées. “Hier, le JDD a fait sa Une sur les femmes battues. Il me semble que c'est urgent de combattre les violences faites aux femmes, notamment physique”. Toutefois, elle souligne que toutes les violences ne se valent pas et ne doivent pas “être mises dans le même sac”. “De l'allusion sexuelle à la remarque sexiste, à la mains sur les fesses jusqu'à l'agression et au viol, on finit par mettre toutes les violences dans le même sac et ne plus les hiérarchiser”.

Plus tard, la journaliste regrette qu'il y ait “une dimension élitiste qui occulte la question sociale, selon elle. Elle conclut : “MeToo est un mouvement, une révolte des élites. Il n'y a pas eu de MeToo dans les supermarchés, dans les usines. Il y a MeToo dans les journaux, dans le milieu du cinéma”.

En affirmant que la main aux fesses ne se fait que dans les classes populaires c'est se fourrer le doigt dans l'oeil jusqu'au coude. C'est même du mépris de classe.

Face à ses propos, la rédactrice en chef de la revue Limite, à laquelle Eugénie Bastié participe également, s'est désolidarisée au nom de la revue en ajoutant : “je te le dis clairement, tes propos d'aujourd'hui me choquent.”

Pour information et pour avis : c'est l'avis personnel d'Eugénie Bastié, pas celui de la rédaction de Limite, et il n'engage pas l'ensemble des rédacteurs de Limite.

Qui a dit le contraire chère Mahaut Herrmann ? Pourquoi te sens-tu obligée de me désavouer publiquement ? Public 25 septembre 2018

On est bien en présence d'une dictature débridée ou assumée de la pensée unique, puisqu'ils ne jugent pas le comportement ou les actes d'une personne, mais ce qu'elle pense ou exprime à propos de comportement ou d'actes, qui doit être conforme à la conception qu'en a l'idéologie de la classe dominante, que chacun doit adopter sous peine d'être cloué au pilori ou jeter en pâture aux chiens de garde de l'idéologie néolibérale et à leurs agents sur les réseaux numériques.

Cette véritable tyrannie qui vise tous ceux qui dévient ou s'écartent de leur conception des rapports qui doivent exister à tous les niveaux de la société, témoigne que la démocratie est incompatible avec l'existence du capitalisme.

Dès lors on se trouve placé face à l'alternative suivante : Soit on leur emboîte le pas et nous sommes condamnés à connaître le même sort que la société vouée à une régression ou à une dégénérescence sans fin, au chaos et à soutenir leurs guerres ; soit on s'y refuse et on engage le combat politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions en s'organisant, car en demeurant isolé on prendrait le risque d'être trop faible pour résister à l'influence de leur propagande relayée par notre entourage.

Défense du marxisme. Le capitalisme à visage humain n'a jamais existé.

L'accumulation primitive du capital et les inégalités sociales n'ont rien de naturel ou ne relèvent pas de la fatalité. Comment le capitalisme dont on nous vante les qualités s'est-il développé ?

K. Marx - La première manufacture de plumes d'acier sur une grande échelle a été fondée à Birmingham, par M. Gillot. Elle fournissait déjà, en 1851, plus de cent quatre-vingt millions de plumes et consommait, par an, cent vingt tonnes d'acier en lames. Birmingham monopolisa cette industrie dans le Royaume-Uni et produit maintenant, chaque année, des milliards de plumes d'acier. D'après le recensement de 1861, le nombre des personnes occupées était de mille quatre cent vingt-huit ; sur ce nombre il y avait mille deux cent soixante-huit ouvrières enrôlées à partir de l'âge de cinq ans.

K. Marx - La bonneterie était encore, en 1840, un métier manuel. Depuis 1840, il y a été introduit des machines diverses, mues aujourd'hui par la vapeur. La bonneterie anglaise occupait, en 1862, environ cent vingt mille personnes des deux sexes et de tout âge, à partir de trois ans. « Tendency to factory system. » (L.c., p.LXVII.)

Oui, vous avez bien lu, ce n'est jamais mauvais de se rafraîchir un peu la mémoire ou de regarder les choses en face. C'est cette monstruosité que cautionnent tous ceux qui s'émeuvent de la condition des femmes, des enfants, etc. en Afrique ou en Asie, et qui s'accommodent du capitalisme ou refusent de rompre avec lui.

D'où vient l'orientation économique adoptée par Macron et le Medef ?

Je vous propose les conclusions d'un rapport du Forum économique mondial qui en quelque sorte s'attribue les fonctions d'un gouvernement mondial sans en avoir le pouvoir, que j'ai traduit de l'anglais avec l'aide de Google. En caractères gras figurent les passages les plus significatifs.

World economic forum (Forum économique mondial)

Committed to improving the state of the world (Engagé pour améliorer l'état du monde)

The Future of Jobs - Report 2018 (L'avenir des emplois - Rapport 2018)

Centre for the New Economy and Society (Centre pour la nouvelle économie et société)

Conclusions

Le nouveau marché du travail qui prend forme à la suite de la quatrième révolution industrielle présente à la fois des défis et des opportunités. Alors que **les entreprises commencent à formuler des stratégies de transformation de main-d'œuvre au cours de la période 2018-2022**, elles disposent d'une véritable opportunité pour tirer parti des nouvelles technologies, notamment l'automatisation, afin d'améliorer la création de valeur économique par le biais de nouvelles professions et augmenter les compétences de leurs employés pour atteindre leur plein potentiel pour effectuer de nouvelles tâches à forte valeur ajoutée, dont certaines n'auront jamais été effectuées auparavant par des travailleurs humains. L'argument commercial en faveur d'une telle « stratégie d'augmentation » devient de plus en plus clair et devrait, à notre avis, faire l'objet d'une attention croissante au cours des prochaines années, notamment grâce aux travaux du Centre pour la nouvelle économie et la société.

Dans le même temps, les évolutions technologiques et l'évolution des rôles professionnels et des structures professionnelles **transforment la demande de compétences à un rythme plus rapide que jamais**. Il est donc impératif pour les gouvernements, les entreprises et les particuliers de réaliser une vision positive de l'avenir des emplois pour **un apprentissage tout au long de la vie, des stratégies et des programmes inclusifs de reconversion et de perfectionnement des compétences professionnelles**. Les compétences non techniques et non cognitives deviennent de plus en plus importantes en tandem et il existe **des opportunités significatives de partenariats multipartites innovants et créatifs entre gouvernements, employeurs,**

prestataires de services éducatifs et autres pour expérimenter et investir dans de nouveaux types d'enseignement et de formation, ce sera plus utile pour les individus dans ce **nouveau contexte du marché du travail**.

À mesure que ce nouveau marché du travail prendra forme au cours de la période 2018-2022, les gouvernements, les entreprises et les particuliers se trouveront également confrontés à une série de questions entièrement nouvelles. Par exemple, alors que **les relations de travail s'orientent de plus en plus vers des arrangements temporaires et indépendants**, comment pouvons-nous nous assurer que les individus reçoivent le soutien et les conseils dont ils ont besoin pour **acquérir les bonnes compétences tout au long de leur vie professionnelle**? Alors que **les employeurs déconstruisent les rôles professionnels traditionnels et regroupent les tâches en réponse aux nouvelles technologies**, comment peuvent-ils minimiser les risques et tirer le meilleur parti de nouveaux partenariats avec des ressources telles que les indépendants et les plateformes de talents en ligne? Et comment peuvent-ils garantir que ce regroupement des tâches ne mène pas par inadvertance à de nouvelles formes de polarisation de l'emploi par le biais de la «ségrégation des tâches», selon laquelle des groupes spécifiques de travailleurs se voient attribuer de manière disproportionnée les tâches les plus gratifiantes?

Bien qu'il soit hors de la portée de ce rapport d'essayer de fournir des réponses complètes à toutes les questions ci-dessus, une série d'implications et de priorités immédiates se distinguent pour différentes parties prenantes. Pour les gouvernements, il faut d'abord **s'attaquer de toute urgence** à l'impact des nouvelles technologies sur les marchés du travail en améliorant les politiques éducatives visant à améliorer rapidement le niveau d'instruction des individus de tous âges, notamment en mathématiques) et compétences non cognitives, permettant aux gens de tirer parti de leurs capacités humaines uniques. Les points d'intervention pertinents comprennent **les programmes scolaires, la formation des enseignants et la réinvention de la formation professionnelle à l'ère de la quatrième révolution industrielle**, élargissant ainsi son attrait au-delà des professions traditionnelles faiblement et moyennement qualifiées. Deuxièmement, l'amélioration de la formation et de l'offre de compétences doit être équilibrée par les efforts déployés du côté de la demande. Les gouvernements peuvent aider à stimuler la création d'emplois grâce à des investissements publics supplémentaires et en mobilisant des investissements privés grâce à des **financements mixtes ou à des garanties publiques**. La nature exacte des investissements souhaitables variera d'un pays à l'autre.

Cependant, au cours des prochaines années, il existe un énorme besoin et un besoin évident de créer une infrastructure matérielle pour alimenter la quatrième révolution industrielle - des réseaux de communication numérique aux réseaux d'énergie renouvelables et intelligents jusqu'aux écoles et hôpitaux intelligents, en passant par les dispensaires et les structures de garde améliorées. Troisièmement, dans la mesure où les nouvelles technologies et l'augmentation de la main-d'œuvre stimuleront la productivité, les revenus, **les gouvernements pourraient trouver des moyens d'améliorer les filets de sécurité sociale pour mieux soutenir ceux qui ont besoin d'aide pour s'adapter au nouveau marché du travail. Cet objectif pourrait être atteint en réformant et en étendant les systèmes de protection sociale existants ou en adoptant un modèle entièrement nouveau, comme l'idée du revenu de base et des services de base**. Les enseignements tirés de projets pilotes de ce type - en plus de ceux actuellement menés dans des pays tels que les Pays-Bas, divers États américains et canadiens, le Kenya, l'Inde et le Brésil - seront déterminants pour tous les gouvernements au cours de la période 2018-2022.

Pour les industries, premièrement, il sera rentable de se rendre compte que la concurrence pour les rares talents qualifiés équipés pour saisir les opportunités de la quatrième révolution industrielle s'intensifie et devient plus coûteuse dans les années à venir. Il existe une opportunité de soutenir les compétences de leurs effectifs actuels vers de nouveaux rôles hautement qualifiés (et réorganisés sur le plan technologique) pour garantir que leur effectif atteigne son plein potentiel. Nos constatations indiquent que, à ce jour, de nombreuses entreprises ont l'intention de limiter leur offre de formation aux compétences au cours de la période 2018-2022 aux salariés

exerçant les fonctions d'emploi actuelles plutôt que de penser plus à long terme et de manière créative. De toute évidence, une approche plus inclusive et proactive sera nécessaire pour accroître la disponibilité des compétences futures et remédier à la pénurie imminente de compétences et pour permettre à un plus large éventail de travailleurs de partager les avantages des nouvelles technologies et de travailler plus efficacement avec eux grâce à l'augmentation des compétences. Deuxièmement, la nécessité d'assurer un bassin suffisant de talents qualifiés crée une opportunité pour les entreprises de se repositionner véritablement en tant qu'organisations d'apprentissage et de recevoir un soutien pour leurs efforts de requalification et de mise à niveau d'un large éventail de parties prenantes. Un modèle prometteur implique de nouvelles formes de certification des compétences professionnelles, similaires aux systèmes existants fournis par diverses entreprises du secteur des technologies de l'information. En établissant des références objectives et commercialisables pour un grand nombre de nouveaux emplois, ces programmes pourraient aider à mieux cibler les programmes de formation, **accroître la flexibilité du marché du travail** et créer des compétences claires et des mesures de performance pour aider les employeurs à sélectionner les candidats et les travailleurs certifiés pour obtenir des primes de compétences. Troisièmement, avec l'importance croissante des plates-formes de talents et des travailleurs en ligne, les industries conventionnelles devraient également réfléchir de manière stratégique à la manière dont ces éléments d'action pourraient également être appliqués aux effectifs de 'concert' et de plate-forme.

Pour les travailleurs, il faut absolument assumer la responsabilité de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement de carrière. Il est également clair que de nombreuses personnes devront être soutenues par des périodes de transition professionnelle et des phases de recyclage et de perfectionnement par les gouvernements et les employeurs. Par exemple, l'apprentissage tout au long de la vie devient un domaine d'expérimentation riche, plusieurs gouvernements et industries recherchant la bonne formule pour encourager les individus à se soumettre volontairement à une mise à niveau périodique des compétences. De même, **si un revenu de base universel à part entière peut rester politiquement et économiquement irréalisable ou indésirable au cours de la période 2018-2022, certaines variantes ou certains aspects de l'idée - comme un fonds universel d'apprentissage tout au long de la vie - peut recevoir une attention croissante au cours des prochaines années.** Les solutions sont susceptibles de varier selon les pays et de dépendre des circonstances politiques, économiques et sociales locales.

En fin de compte, l'objectif principal des gouvernements, des industries et des travailleurs devrait être de veiller à ce que les emplois de demain soient rémunérés équitablement, entraînent un traitement respectueux et décent et offrent des possibilités réalistes de croissance personnelle, de développement et d'épanouissement. Nous espérons que cette nouvelle édition du Rapport sur l'avenir de l'emploi du Forum économique mondial constitue à la fois **un appel à l'action et un outil utile pour façonner de manière proactive l'avenir des emplois afin de concrétiser cette vision.**

Fin.

Quelles fonctions remplissent les moyens de production au sein de la formation du capital

Ce rapport ayant été rendu public, vous aurez discerné les expressions ou les passages destinés aux différents acteurs qui évidemment pouvaient apparaître contradictoires, selon qu'ils s'adressaient aux exploités ou aux exploités.

Contrairement à ce qu'ils affirment, les nouvelles technologies ne sont pas la panacée, elles ne produiront pas de miracle pour sauver le capitalisme de la faillite, en revanche elles devraient permettre à l'oligarchie d'accroître ses richesses et son pouvoir totalitaire sur le reste du monde.

Pour que ces affirmations aient un sens ou soient prises au sérieux, j'ai pensé qu'il serait bon de montrer ou de rappeler quelles fonctions remplissaient les moyens de production au sein de la formation du capital.

Dans ces extraits du tome I du Capital rédigé par Karl Marx, on pourrait remplacer les machines par les nouvelles technologies et on arriverait sensiblement aux mêmes conclusions.

Elles doivent servir notamment à augmenter le taux d'exploitation, à fabriquer davantage de plus-value sans toutefois à l'arrivée parvenir à freiner la chute inexorable du taux de profit.

Le manuscrit de Marx a été rédigé de manière à pouvoir être accessible aux ouvriers à la fin du XIXe siècle, les lecteurs reconnaîtront donc le ou les facteurs qui dans chaque passage demeurent actuels ou sont communs aux machines et aux nouvelles technologies. Ils s'apercevront également que le capitalisme n'a pas changé et que l'essentiel des enseignements qu'en ont tirés Marx et Engels sont toujours d'actualité. Ils en déduiront ou ils comprendront peut-être pourquoi le capitalisme n'est pas réformable et il est devenu un obstacle au progrès social, d'où la nécessité d'abolir ce système économique basé sur la propriété privée des moyens de production ou de passer au socialisme.

K. Marx - De même qu'un changement dans la valeur des moyens de production, malgré la réaction qu'il opère sur eux, même après leur entrée dans le procès de travail, ne modifie en rien leur caractère de capital constant, de même un changement survenu dans la proportion entre le capital constant et le capital variable n'affecte en rien leur différence fonctionnelle. Admettons que les conditions techniques du travail soient transformées de telle sorte que là où, par exemple, dix ouvriers avec dix instruments de petite valeur façonnaient une masse proportionnellement faible de matière première, un ouvrier façonne maintenant avec une machine coûteuse une masse cent fois plus grande. Dans ce cas, le capital constant, c'est-à-dire la valeur des moyens de production employés, serait considérablement accrue, et la partie du capital convertie en force de travail considérablement diminuée. Ce changement ne fait que modifier le rapport de grandeur entre le capital constant et le capital variable, ou la proportion suivant laquelle le capital total se décompose en éléments constants et variables, mais n'affecte pas leur différence fonctionnelle.

K. Marx - Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. C'est une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative.

K. Marx - Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. Et il est facile de voir que ce moyen de travail caractéristique de la grande industrie est très coûteux, comparé aux moyens de travail employés par le métier et la manufacture. Remarquons d'abord que la machine entre toujours tout entière dans le procès qui crée le produit, et par fractions seulement dans le procès qui en crée la valeur. Elle ne transfère jamais plus de valeur que son usure ne lui en fait perdre en moyenne.

K. Marx - Etant donné la proportion suivant laquelle la machine transmet de la valeur au produit, la grandeur de cette quote-part dépendra de la valeur originariaire de la machine. Moins elle contient de travail, moins elle ajoute de valeur au produit. Moins elle transmet de valeur, plus elle est productive et plus le service qu'elle rend se rapproche de celui des forces naturelles. Or la production de machines au moyen de machines diminue évidemment leur valeur, proportionnellement à leur extension à leur efficacité.

Une analyse comparée du prix des marchandises produites mécaniquement et de celles produites par le métier ou la manufacture, démontre qu'en général cette portion de valeur que le produit dérive du moyen de travail, croît dans l'industrie mécanique relativement, tout en décroissant absolument.

En d'autres termes, sa grandeur diminue absolument, mais elle augmente par rapport à la valeur du produit total, d'une livre de filés, par exemple.

Il est clair qu'un simple déplacement de travail a lieu, c'est-à-dire que la somme totale de travail qu'exige la production d'une marchandise n'est pas diminuée, ou que la force productive du travail n'est pas augmentée, si la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi en économise. La différence cependant entre le travail qu'elle coûte et celui qu'elle économise ne dépend pas du rapport de sa propre valeur à celle de l'outil qu'elle remplace. Cette différence se maintient tant que le travail réalisé dans la machine et la portion de valeur, elle ajoute par conséquent au produit, restent inférieurs à la valeur que l'ouvrier avec son outil, ajouterait à l'objet de travail. La productivité de la machine a donc pour mesure la proportion suivant laquelle elle remplace l'homme.

K. Marx - En supposant donc que trois mille livres sterling soient le prix ou de cent soixante ouvriers ou de la machine qui les déplace, cette somme d'argent, par rapport à la machine, exprime tout le travail - travail nécessaire et surtravail - réalisé en elle, tandis que par rapport aux ouvriers elle n'exprime que la partie payée de leur travail. Une machine aussi chère que la force du travail qu'elle remplace, coûte donc toujours moins de travail qu'elle n'en remplace.

Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre une limite. Le travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail supplanté par leur usage. Pour le capitaliste cependant cette limite est plus étroite. Comme il ne paye pas le travail mais la force de travail qu'il emploie; il est dirigé dans ses calculs par la différence de valeur entre les machines et les forces de travail qu'elles peuvent déplacer. La division de la journée en travail nécessaire et surtravail diffère, non seulement en divers pays, mais aussi dans le même pays à diverses périodes, et dans la même période en diverses branches d'industrie. En outre, le salaire réel du travailleur monte tantôt au-dessus, et descend tantôt au-dessous de la valeur de sa force. De toutes ces circonstances, il résulte que la différence entre le prix d'une machine et celui de la force de travail peut varier beaucoup, lors même que la différence entre le travail nécessaire à la production de la machine, et la somme de travail qu'elle remplace reste constante. Mais c'est la première différence seule qui détermine le prix de revient pour le capitaliste, et dont la concurrence le force à tenir compte. Aussi voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord. Pour la même raison, l'Allemagne aux XVI^e et XVII^e siècles, inventait des machines dont la Hollande seule se servait; et mainte invention française du XVIII^e siècle n'était exploitée que par l'Angleterre.

En tout pays d'ancienne civilisation, l'emploi des machines dans quelques branches d'industrie produit dans d'autres une telle surabondance de travail (redundancy of labour, dit Ricardo), que la baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, met ici obstacle à leur usage et le rend superflu, souvent même impossible au point de vue du capital, dont le gain provient en effet de la diminution, non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paye.

K. Marx - La productivité de la machine est, comme nous l'avons vu, en raison inverse de la part de valeur qu'elle transmet au produit. Plus est longue la période pendant laquelle elle fonctionne, plus grande est la masse de produits sur laquelle se distribue la valeur qu'elle ajoute et moindre est la part qui en revient à chaque marchandise. Or la période de vie active de la machine est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail ou par la durée du procès de travail journalier multipliée par le nombre de jours pendant lesquels ce procès se répète.

L'usure des machines ne correspond pas avec une exactitude mathématique au temps pendant lequel elles servent. Et cela même supposé, une machine qui sert seize heures par jour pendant sept ans et demi embrasse une période de production aussi grande et n'ajoute pas plus de valeur au produit total que la même machine qui pendant quinze ans ne sert que huit heures par jour. Mais dans le premier cas la valeur de la machine se serait reproduite deux fois plus vite que dans le dernier, et le capitaliste aurait absorbé par son entremise autant de surtravail en sept ans et demi qu'autrement en quinze.

L'usure matérielle des machines se présente sous un double aspect. Elles s'usent d'une part en raison de leur emploi, comme les pièces de monnaie par la circulation, d'autre part par leur inaction, comme une épée se rouille dans le fourreau. Dans ce dernier cas elles deviennent la proie des éléments. Le premier genre d'usure est plus ou moins en raison directe, le dernier est jusqu'à un certain point en raison inverse de leur usage.

La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée. Le danger de son usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte, et cette période est d'autant plus courte que la journée de travail est plus longue. Dès la première introduction d'une machine dans une branche de production quelconque, on voit se succéder coup sur coup des méthodes nouvelles pour la reproduire à meilleur marché, puis viennent des améliorations qui n'atteignent pas seulement des parties ou des appareils isolés, mais sa construction entière. Aussi bien est-ce là le motif qui fait de sa première période de vie, période aiguë de la prolongation du travail.

K. Marx - A mesure que les machines se généralisent dans une même branche de production, la valeur sociale du produit mécanique descend à sa valeur individuelle. Ainsi se vérifie la loi d'après laquelle la plus-value provient non des forces de travail que le capitaliste remplace par la machine, mais au contraire de celles qu'il y occupe. La plus-value ne provient que de la partie variable du capital, et la somme de la plus-value est déterminée par deux facteurs : son taux et le nombre des ouvriers occupés simultanément. Si la longueur de la journée est donnée, sa division proportionnelle en surtravail et travail nécessaire détermine le taux de la plus-value, mais le nombre des ouvriers occupés dépend du rapport du capital variable au capital constant. Quelle que soit la proportion suivant laquelle, par l'accroissement des forces productives, l'industrie mécanique augmente le surtravail aux dépens du travail nécessaire, il est clair qu'elle n'obtient cependant ce résultat qu'en diminuant le nombre des ouvriers occupés, par un capital donné. Elle transforme en machines, en élément constant qui ne rend point de plus-value, une partie du capital qui était variable auparavant, c'est-à-dire se convertissait en force de travail vivante. Il est impossible par exemple d'obtenir de deux ouvriers autant de plus-value que de vingt-quatre. Si chacun des vingt-quatre ouvriers ne fournit sur douze heures qu'une heure de surtravail, ils fourniront tous ensemble vingt-quatre heures de surtravail, tandis que le travail total des deux ouvriers n'est jamais que de vingt-quatre heures, les limites de la journée étant fixées à douze heures. L'emploi des machines dans le but d'accroître la plus-value recèle donc une contradiction, puisque des deux facteurs de la plus-value produite par un capital de grandeur donnée, il n'augmente l'un, le taux de la plus-value, qu'en diminuant l'autre, le nombre des ouvriers. Cette contradiction intime éclate, dès qu'avec la généralisation des machines dans une branche d'industrie la valeur du produit mécanique règle la valeur sociale de toutes les marchandises de même espèce, et c'est cette contradiction qui entraîne instinctivement le capitaliste à prolonger la journée de travail avec la plus extrême violence, pour compenser le décroissement du nombre proportionnel des ouvriers exploités par l'accroissement non seulement du surtravail relatif, mais encore du surtravail absolu.

La machine entre les mains du capital crée donc des motifs nouveaux et puissants pour prolonger sans mesure la journée de travail; elle transforme le mode de travail et le caractère social du travailleur collectif, de manière à briser tout obstacle qui s'oppose à cette tendance; enfin, en enrôlant sous le capital des couches de la classe ouvrière jusqu'alors inaccessibles, et en mettant en disponibilité les ouvriers déplacés par la machine, elle produit une population ouvrière surabondante qui est forcée de se laisser dicter la loi. De là ce phénomène merveilleux dans l'histoire de l'industrie moderne, que la machine renverse toutes les limites morales et naturelles de la journée de travail. De là ce paradoxe économique, que le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail devient par un revirement étrange le moyen le plus infailible de transformer la vie entière du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital.

K. Marx - Le système mécanique augmente en premier lieu la plus-value et la masse des produits dans lesquels elle se réalise. A mesure que croît la substance matérielle dont la classe capitaliste et ses parasites s'engraissent, ces espèces sociales croissent et multiplient. L'augmentation de leur richesse, accompagnée comme elle l'est d'une diminution relative des travailleurs engagés dans la production des marchandises de première nécessité, fait naître avec les nouveaux besoins de luxe de nouveaux moyens de les satisfaire. Une partie plus considérable du produit social se transforme en produit net et une plus grande part de celui-ci est livrée à la consommation sous des formes plus variées et plus raffinées. En d'autres termes, la production de luxe s'accroît.

K. Marx - Enfin l'accroissement extraordinaire de la productivité dans les sphères de la grande industrie, accompagné comme il l'est d'une exploitation plus intense et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs et de reproduire notamment en proportion toujours plus grande sous le nom de classe domestique, composée de laquais, cochers, cuisinières, bonnes, etc., les anciens esclaves domestiques.

K. Marx - Tous les représentants sérieux de l'économie politique conviennent que l'introduction des machines est une calamité pour les ouvriers manufacturiers et les artisans avec lesquels elles entrent en concurrence; presque tous déplorent l'esclavage des ouvriers de fabrique.

Et pourtant, quel est leur grand argument ? C'est que les désastres qui accompagnent la période d'inauguration et de développement une fois consommés, les machines augmentent en dernier lieu le nombre des esclaves du travail, au lieu de le diminuer ! Oui, le nectar dont l'économie politique s'enivre est ce théorème philanthropique : Qu'après une période de transition et d'accroissement plus ou moins rapide, le régime de fabrique courbe sous son joug de fer plus de travailleurs qu'à son début il n'en avait affamés par le chômage forcé.

Citations employées dans ces extraits qui sont d'actualité.

LVOG - Les bienfaits de la "croissance" : en fait elle appauvrit l'ouvrier !

- « Quand le fabricant, par suite de l'amélioration de ses machines, double ses produits... il gagne tout simplement (en définitive) parce que cela le met à même de vêtir l'ouvrier à meilleur marché, etc., et qu'ainsi une plus faible partie du produit total échoit à celui-ci. » (Ramsay, l.c., p.168.)

LVOG - Les prix baisses, quelle aubaine ! Vraiment ?

- Dans tous les pays où l'industrie n'est pas restreinte, le prix des subsistances doit affecter le prix du travail. Ce dernier sera toujours diminué quand les articles de première nécessité deviendront moins chers. » (Considerations concerning taking off the Bounty on Corn exported, etc. London, 1752,, p.3.) « Le salaire diminue dans la même proportion que la puissance de la production augmente. Les machines, il est vrai, font baisser de prix les articles de première nécessité, mais

elles font par cela même baisser de prix le travailleur également. » (A Price essay on the comparative merits of competition and cooperation. London, 1834, p.27.)

LVOG - Pourquoi font-ils produire en Chine, en Inde, etc. ?

- « Les machines ne peuvent que rarement être employées avec succès pour abrégé le travail d'un individu : il serait perdu plus de temps à les construire qu'il n'en serait économisé par leur emploi. Elles ne sont réellement utiles que lorsqu'elles agissent sur de grandes masses, quand une seule machine peut assister le travail de milliers d'hommes. C'est conséquemment dans les pays les plus peuplés, là où il y a le plus d'hommes oisifs, qu'elles abondent le plus. Ce qui en réclame et en utilise l'usage, ce n'est pas la rareté d'hommes, mais la facilité avec laquelle on peut en faire travailler des masses. » Percy Ravenstone: Thoughts on the Funding System and its Effects. Lond., 1824, p.45.

LVOG - Quand l'Etat, les ONG ou plutôt les cotisations sociales, les impôts ou les taxes que nous payons ont remplacé les "paroisses".

- Ce qui avant l'établissement de la loi des pauvres (en 1833) fit en Angleterre prolonger la concurrence entre le tissu à la main et le tissu à la mécanique, c'est que l'on faisait l'appoint des salaires tombés par trop au-dessous du minimum, au moyen de l'assistance des paroisses. « Le Rév. Turner était en 1827, dans le Cheshire, recteur de Wilmslow, district manufacturier.

LVOG - Le travail des femmes, quel bonheur! Pour qui ?

- « Le but constant et la tendance de tout perfectionnement des machines est de se passer du travail de l'homme ou de diminuer son prix en substituant le travail des femmes et des enfants à celui des adultes, ou le travail d'ouvriers grossiers et inhabiles à celui d'ouvriers habiles. » (Ure, l.c., t. 1, p.35.)

D'un clan à l'autre de l'oligarchie.

- Le locataire de la Maison Blanche a entamé son intervention à l'ONU par une séquence d'autosatisfaction, soulignant la bonne santé de l'économie américaine, le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale, adoptée fin 2017.

(Référence à la Cour Pénale Internationale, notamment.) « Nous n'abandonnerons jamais la souveraineté américaine à une bureaucratie mondiale non élue et irresponsable », a affirmé le président américain, rejetant « l'idéologie du mondialisme ».

L'oligarchie n'a pas changé de stratégie, constatant que l'hégémonie américaine était de plus en plus contestée jusqu'au sein des institutions internationales, une fraction de celle-ci a décidé qu'il valait mieux en sortir ou procéder autrement pour parvenir à ses fins, et effectivement le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale témoignent que Trump gouverne bien dans la même direction ou exclusivement pour accroître le pouvoir de l'oligarchie et de l'armée.

Il y en a qui estiment que Trump gouvernerait pour le bien des Américains, en réalité c'est tout le contraire. Comment cela ? C'est très simple à comprendre, il vise la réindustrialisation encore largement hypothétique de l'Amérique, qui si elle devenait se concrétiser se traduirait par la mise en concurrence d'entreprises fonctionnant selon des conditions particulièrement avantageuses pour leurs actionnaires au détriment de leurs salariés qui se verraient privés de tout droit, dont celui de constituer des syndicats, avec des entreprises qui continueraient de fonctionner selon les anciennes normes, de telle sorte qu'elles seraient désavantagées et seraient vouées, soit à

disparaître ou fusionner, soit elles seraient contraintes d'adopter la réglementation dont bénéficient leurs concurrents, donc d'affronter la classe ouvrière pour peu qu'elles en aient les moyens, ce qui est une autre histoire. Précisons que cette concurrence ne viserait pas forcément la même branche d'industrie, elle servirait de moyen de pression pour tirer vers le bas la condition de l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier ses couches supérieures.

Mimétisme

- Dans son discours (...) Emmanuel Macron s'est alarmé de la "crise profonde" que traverse "l'ordre international", symbolisée par "l'impuissance" dont est menacée l'ONU.

Ce constat rejoint celui du chef de l'ONU, Antonio Guterres, qui a déploré "un monde de plus en plus chaotique". Il a regretté que "le multilatéralisme soit autant critiqué au moment où il est le plus nécessaire". Sur les libertés : «L'agenda des droits de l'homme perd du terrain et l'autoritarisme progresse».

Tout en saluant un discours "fort" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible". AFP et Libération 25 et 26 septembre 2018

Macron regrette que le Conseil de sécurité de l'ONU ne l'ait pas autorisé à bombarder la Syrie. Ensuite, son discours ne sert qu'à masquer qu'il est le produit ou l'expression de ce qu'il dénonce.

Rappel sur le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

- ...depuis juillet 2012, le véritable pouvoir n'y est plus détenu par le secrétaire général, mais par son « numéro 2 » : le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman. En dehors de tout contrôle, celui-ci utilise les moyens de l'Onu pour maintenir la guerre dans tout le « Moyen-Orient élargi ». (Pour Lavrov, Guterres ne serait qu'un homme de paille à la tête de l'Onu - Réseau Voltaire 21 août 2018)

- Le nouveau secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a procédé aux nominations de son équipe.

Le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman, a été prorogé dans ses fonctions pour une année. Durant le mandat de Ban Ki-moon, il s'agissait de la plus haute fonction diplomatique au monde.

M. Feltman représente les intérêts de l'État profond US. Diplomate de carrière, il a d'abord servi en Israël, puis pour le compte de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (un organisme privé qui ne dépendait pas de la Coalition, mais concentrait les membres du « gouvernement de continuité » US). Ambassadeur au Liban, il organisa l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la Commission d'enquête de l'Onu et le Tribunal spécial contre les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad. Par la suite, il devint l'assistant d'Hillary Clinton au département d'État, puis entra comme numéro 2 à l'Onu. (Feltman prorogé à l'Onu - Réseau Voltaire 16 février 2017)

Née en 1934, elle a vécu la guerre, quelle chance !

- **Christiane, retraitée de 82 ans: "On a eu beaucoup plus de chance que les jeunes d'aujourd'hui" - Le HuffPost 25 septembre 2018**

Comme quoi les épreuves les plus pénibles de l'existence ne servent strictement à rien, quand on n'est pas capable d'en tirer des leçons, autrement dit, elles peuvent se répéter et ainsi de suite.

Après on nous parle du "devoir de mémoire", pure démagogie. On comprend également pourquoi il serait inutile de se pencher sur le passé... C'est le meilleur moyen pour ne jamais progresser.

Quand ils ne sont pas nostalgiques d'un passé qui ne le mérite pas ou qu'ils embellissent, et encore, quand il a vraiment existé, ils le noircissent, à croire que le présent serait meilleur, et ne parlons pas du futur qui devrait être merveilleux...

C'est ainsi qu'on s'illusionne à tout propos. Dans ces conditions il n'y a pas de quoi s'étonner de ce qui arrive, puisque c'était pour ainsi dire déjà écrit. Si on se penchait sur le passé, on comprendrait mieux le présent, et ainsi peut-être pourrions-nous prétendre à un avenir meilleur. Comme nous sommes barrés, c'est plutôt compromis.

A quoi mesure-t-on l'avancé du totalitarisme ? Au degré de servilité ou de lâcheté des élites et de leurs serviteurs.

Vous aurez bien compris que ce n'est pas le cas du dénommé Zemmour qui nous intéresse, mais les mécanismes auxquels ils recourent pour descendre quelqu'un, ici, pour éliminer ou écarter un des leurs qui hier encore servait leurs intérêts, ailleurs, quiconque ose critiquer le régime, au-delà, ses véritables opposants.

Vous me direz que les véritables opposants au régime n'ont jamais accès aux médias ou ils les censurent déjà. Certes, à ce stade ce ne sont pas eux qui sont directement visés, mais ceux qui se contentent de mettre en lumière les contradictions du discours ou de la politique adoptée par le gouvernement, de la propagande des représentants ou des agents du régime, et qui ainsi portent un coup à leur crédibilité, ce qu'ils estiment insupportable, alors que Macron a besoin du soutien de la majorité pour gouverner ou appliquer son programme.

Toute personne dont le discours fait référence à un fait censuré, tronqué, détourné, manipulé par Macron ou son gouvernement ainsi que les médias, et qui révélerait leurs véritables intentions, doit être systématiquement traitée en paria, réprimée, éliminée.

Sans soutien populaire, les despotes ne peuvent pas se maintenir au pouvoir indéfiniment, et ils encourent le risque que l'opposition finisse par se rassembler ou trouver la voie pour les renverser. D'où la nécessité d'exercer un contrôle absolu sur l'information, et de recourir à une multitude de mécanismes, dont des provocations pour diviser les opposants au régime.

On pourrait aller plus loin ou préciser que pour le moment ils ont de la chance et ils peuvent continuer de gouverner, parce que la question à l'ordre du jour n'est plus de porter au pouvoir un candidat ou un parti pour réformer ou améliorer le régime, mais de trouver les moyens pour le renverser. Cette question, les masses ne sont pas encore parvenues à en prendre conscience clairement, mais elles ont commencé à l'intégrer dans leur analyse de la situation, ce qu'exprime leur rejet de Macron et l'abstention massive lors de chaque élection, le rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre combat politique et cette partie de la causerie, en fait tous les sujets que j'aborde dans les causeries. En doutiez-vous ?

- Eric Zemmour lâché par les journalistes du Figaro - programme-tv 23.09

Dans un mail interne que se sont procurés nos confrères de 20 Minutes, la société des journalistes (SDJ) du quotidien a tenu à rappeler à l'ordre Eric Zemmour : "La SDJ rappelle qu'une Charte déontologique, ratifiée par notre actionnaire, la direction, la rédaction et les syndicats, s'impose à tous les collaborateurs du Groupe Figaro et ce, quels que soient la forme et le canal de leurs prises de position." Dans cette charte, il est notamment stipulé que les journalistes qui l'ont ratifiée,

s'engagent à ne pas porter atteinte à l'image du journal, par leurs propos, et ce même dans le cadre "d'interventions extérieures dans les médias (TV, radio,...)".

"La SDJ a été saisie par des journalistes de la rédaction qui se sont émus des propos tenus par Eric Zemmour. Il nous a semblé opportun de rappeler notre Charte, qui s'applique à tous," s'est ainsi expliqué Stéphane Durand Souffland, président de la SDJ du Figaro, à 20 Minutes.

La réponse d'Eric Zemmour ne s'est pas faite attendre. Ce dernier a ainsi déclaré qu'il n'avait pas à se justifier devant la SDJ qui s'érigait en "en tribunal révolutionnaire", rappelant que ses propos n'ont pas été publiés dans Le Figaro, "n'engagent aucunement le journal", selon lui. programme-tv 23.09

La Charte déontologique de journalistes, cela existe ? A part celle des oligarques propriétaires des médias et d'usines d'armement, dont Dassaut, vous, vous en connaissez d'autres ? Même que leurs clients qui ont bombardé la Libye, l'Irak et la Syrie y font référence, c'est pour dire...

L'autocensure doit devenir la norme sous peine d'être excommunié par les inquisiteurs.

- "ONPC": Eric Zemmour désinvité par Laurent Ruquier? La production s'explique - huffingtonpost.fr 26.09

Les propos d'Eric Zemmour sur le plateau des "Terriens du dimanche" au sujet du prénom de Hapsatou Sy ont relancé le débat de savoir s'il faut "interdire de télévision" le polémiste. À cette question, Laurent Ruquier semble, pour le moment, avoir tranché.

Alors que sa présence dans l'émission "On n'est pas couché" du 20 octobre prochain dans le cadre de la promotion de son dernier livre "Destin Français" semblait actée, selon les informations de Valeurs actuelle confirmées par Le Parisien, le polémiste n'en sera pas. Ce mardi 25 septembre, l'ancien chroniqueur de "ONPC" a appris d'après les médias qu'il a été "décommandé".

Et si l'entourage de l'écrivain a expliqué au Parisien que cette décommande avait été faite "sans donner aucune raison", la production précise qu'elle n'a pas à se justifier à chaque fois qu'elle décide de ne pas inviter quelqu'un.

Dans l'émission "Quotidien" sur TMC ce 24 septembre, le journaliste Julien Bellver a affirmé que Laurent Ruquier était "défavorable" à la présence d'Eric Zemmour sur le plateau de son émission. La direction de France Télévisions n'a pas donné de consignes, selon le journaliste, mais la production "ne veut pas prendre de risque".

Une épidémie.

- L'avocat d'Alexandre Benalla, Laurent-Franck Liénard, annonce sur Facebook qu'il lâche l'affaire - Le HuffPost 26.09

Et pour cause...

- Selfie d'Alexandre Benalla armé : le parquet de Poitiers ouvre une enquête préliminaire - Franceinfo 25 septembre 2018

En complément.

Comment accuser ses adversaires de ses propos méfaits ou refuser d'en assumer les conséquences.

- Castaner s'en prend à Salvini, Orban, Le Pen et Wauquiez, les «pyromanes de l'Europe» - LeFigaro.fr 26.09

Ils n'ont jamais cessé de s'enrichir.

Sous Mitterrand la Bourse avait flambé. Sous Hollande les riches sont devenus encore plus riches, normal, ils étaient de gauche ! Et ceux qui avaient porté Hollande au pouvoir ont désigné son ministre de l'Economie, un ex-banquier, pour poursuivre son oeuvre, quoi de plus naturel, puisque même l'oligarchie est de gauche ou ni de droite ni de gauche, ce qui revient au même, puisque finalement ils étaient tous de droite ! Chut !

Si on ne se retenait pas, on dirait : mais qui a été assez con pour appeler à voter pour eux, devinez ? Et le pire, c'est que la plupart des militants seraient prêts à remettre le couvert !

- Patrimoine «net» des plus fortunés : plus de 1 000 milliards d'euros - Libération 26 septembre 2018

Selon un rapport du gouvernement remis aux députés, le nombre de redevables à l'impôt de solidarité sur la fortune n'a cessé de progresser sous le quinquennat Hollande.

On en sait plus sur les derniers jours de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Transformé depuis le vote du budget 2018 en simple «impôt sur la fortune immobilière» (IFI), cette contribution demandée aux plus fortunés du pays a connu sa dernière année en 2017. Alors, un rapport remis cette semaine aux députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le «plafonnement» de l'ISF (mesure que le Conseil constitutionnel avait obligé à mettre en place pour éviter un impôt «confiscatoire» lors de l'abaissement en 2012 du seuil d'entrée dans l'ISF par le nouveau pouvoir socialiste) en dit beaucoup sur nos plus fortunés.

Ainsi, l'an dernier, 358 198 personnes exactement étaient redevables de l'ISF. Ces derniers ont, détaille ce document, «déclaré» un «patrimoine net taxable» de 1 029 milliards d'euros ! Certes, le patrimoine net de l'ensemble des ménages français est estimé à quelque 11 000 milliards d'euros. Mais, selon l'économiste Pierre Madec de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), cela veut donc dire que «1,5% des contribuables les mieux dotés possèdent 9% du patrimoine net total».

Sous Hollande, 15% de «redevables ISF» en plus

Par ailleurs, selon ces données transmises par le gouvernement au Parlement, le nombre de redevables de l'ISF a très sensiblement augmenté entre 2013 et 2017, soit sous le quinquennat de François Hollande : on est passé de 312 406 à 358 198 personnes soumises à cet impôt sur la fortune, soit, avec 45 792 redevables supplémentaires, une hausse de 14,7%. «Ce qui montre bien que, en pleine période de crise, les riches continuent de s'enrichir fortement», s'insurge le député communiste du Nord Fabien Roussel. «Les plus fortunés ont profité de ce «plafond» imposé par le Conseil constitutionnel. Petit rappel : depuis 2013, si l'impôt sur le revenu et celui sur la fortune dépassent 75% des revenus perçus, alors le fisc rabote l'ISF. Résultat, les plus gros contribuables, mieux protégés que le bouclier fiscal mis en place par Nicolas Sarkozy, récupéraient une partie de leur ISF... voire ne payaient plus rien. «Sur les cinquante plus grandes fortunes françaises, onze ne payaient plus d'ISF grâce au plafonnement !» rappelle le député centriste Charles de Courson, partisan de la suppression de cet impôt.

L'Etat a rendu 1 000 euros par jour

En 2017, 11 514 personnes ont ainsi bénéficié de ce plafonnement : soit deux fois plus qu'en 2013. Au total, ces familles dont le patrimoine moyen était de 13,6 millions d'euros (+7% en quatre

ans) ont vu diminuer, grâce au plafonnement, le montant moyen d'ISF net à payer : il était de 45 449 euros en 2017 contre 54 588 euros en 2013 (-16,7%). Sans le plafonnement, l'Etat aurait récupéré 1,3 milliard d'euros supplémentaires, c'est près de deux fois plus qu'en 2013 (708,6 millions). Mieux : si on regarde dans le détail, les 1 139 redevables de l'ISF gagnants ont été épargnés, en moyenne, de près de 365 000 euros chacun en 2017. L'Etat leur a donc rendu 1 000 euros par jour...

Ce même mécanisme a été maintenu pour le nouvel impôt sur la fortune immobilière. Avec une bonne nouvelle pour l'Etat sur ce sujet-là : l'IFI rapportera plus que les premières estimations réalisées l'an dernier par le gouvernement. Bercy tablait ainsi sur 850 millions d'euros quand l'ancien impôt sur la fortune a permis de récolter 4,2 milliards en 2017. Selon le quotidien les Echos, qui s'appuie sur les annexes du projet de loi finances adopté lundi en conseil des ministres, l'IFI rapportera finalement 1,2 milliard d'euros en 2018 et devrait amener 1,5 milliard dans les caisses l'an prochain. «Je n'ai jamais cru aux estimations du gouvernement, fait savoir le député Charles de Courson. Il était impossible que, dans le patrimoine des 300 000 plus fortunés français, l'immobilier représente seulement 20%.» Si les chiffres se confirment, la transformation de l'ISF en IFI n'aura donc pas coûté 3,4 milliards aux caisses de l'Etat mais 2,7 milliards à 3 milliards... tout de même. Libération 26 septembre 2018

Et au même moment les syndicats refusent d'avancer les revendications qui correspondent aux besoins des travailleurs les plus pauvres : augmentation de salaire de 20 à 30%, smic, retraite minimum, allocation chômage, vieillesse, handicapée à 2.000 euros, etc. blocage et réduction des loyers jusqu'à 50%, retraite à 50 ans, abrogation de la sélection à l'université, interdiction des licenciements, confiscation de toutes les bureaux et habitations inoccupés pour loger tous les clochards et mal logés, confiscation des dividendes des actionnaires du CAC40, etc...

En complément.

- Médicaments : et si on ne remboursait plus que les génériques ? - Capital 25.09

Après 20 ans d'existence, le médicament générique a toujours du mal à se vendre. Le gouvernement souhaite en faire décoller les ventes et présente, dans le cadre du projet de loi financement de la Sécurité sociale, une mesure visant à moins rembourser les patients qui refusent des génériques... Capital 25.09

Si on ne remboursait plus rien, ce serait mieux encore, dans l'avenir les cotisations sociales demeureraient dans les caisses des compagnies d'assurance ou des mutuels et autres organismes privés, le capital récupérerait ainsi plus rapidement et plus sûrement une partie de la plus-value qu'il a dû céder aux travailleurs... et d'éliminer plus rapidement les déchets qu'il a produits, les plus faibles, les plus pauvres qui coûtent à l'Etat beaucoup d'argent qu'il pourrait employer à meilleur escient, par exemple pour financer des travaux d'infrastructures en faisant appel à des multinationales pour les réaliser.

Si on voulait être encore plus précis, on devrait dire que rien ne coûte à l'Etat puisque l'Etat ne produit rien, il gère les impôts et taxes ainsi que les cotisations sociales qu'il nous extorque dont une partie bénéficie aux travailleurs. Et l'Etat gère à la manière d'une entreprise capitaliste la masse salariale des fonctionnaires et le capital dont il dispose, capital qui ne fonctionne pas en circuit fermé, mais qui est une fraction du capital total produit ou disponible d'une nation, et au-delà de l'économie mondiale... Il est donc normal qu'il soit soumis aux mêmes lois et aux mêmes influences ou pressions du marché, ou qu'il doive s'adapter à ses besoins ou emprunter la même orientation néolibérale.

Entre nous, je me demande si un jour on va finir par le comprendre, ce n'est pas gagné d'avance parce qu'il y a trop d'intérêts en jeu, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Suède

- Suède : le Premier ministre démis de ses fonctions - euronews 25 septembre 2018

En Suède, le Premier ministre Stefan Löfven a été démis de ses fonctions par une motion de censure au parlement. L'opposition de centre-droit et l'extrême droite ont voté ensemble contre le gouvernement de ce Social-démocrate, fortement fragilisé depuis les législatives du 9 septembre.

"A travers l'histoire, a déclaré le Premier ministre sortant, les partis de gauche et de droite ont pu se rassembler et porter ce pays au travers de temps difficiles. Partout dans le pays, les partis collaborent pour obtenir une majorité et gouverner localement. Le peuple suédois a le droit d'attendre la même chose au niveau national. Je continuerai à travailler pour trouver un gouvernement qui abandonne la politique des blocs et place le pays en premier."

Ensemble, les conservateurs de l'Alliance et l'extrême droite totalisent plus de sièges au parlement que le bloc de centre-gauche, qui reste la première force élue.

Le soutien de l'extrême droite, emmené par Jimmie Akesson, sera primordial pour les conservateurs pour prendre la tête du prochain gouvernement. Leur leader, Ulf Kristersson, a pourtant promis de ne jamais coopérer ni avec la gauche, ni avec les populistes.

Les consultations, qui reprennent jeudi, pourraient durer plusieurs semaines. euronews 25 septembre 2018

Syrie

- C'est parti: la Russie envoie des armes pour brouiller les radars de l'aviation en Syrie - sputniknews.com 25.09.2018

Le ministère russe de la Défense a commencé à transférer en Syrie des complexes de guerre électronique, écrit le journal Izvestia, se référant à des sources proches du ministère.

Les premiers complexes de guerre électronique ont été livrés le lundi 24 septembre à la base aérienne de Hmeimim, en Syrie, par des avions Il-76, annonce le journal russe Izvestia, se référant à des sources proches du ministère. La composition exacte du transfert n'a pas été divulguée.

«Ce sera un cauchemar»: les médias israéliens sur les S-300 russes en Syrie Le transfert d'armes de guerre électronique vise à supprimer la navigation par satellite, les radars de bord et les systèmes de communication de l'aviation militaire. Ces complexes pourront créer un dôme radioélectronique impénétrable sur un rayon de plusieurs centaines de kilomètres au-dessus de la Syrie et du territoire adjacent de la mer Méditerranée.

Selon le rédacteur en chef du portail militaire, il s'agirait de systèmes Krasoukha4, destinés à combattre les avions et les drones et R-330J «Jitel». De plus, la base de Hmeimim pourrait se doter du complexe dernier cri Divnomorye, capable de brouiller des signaux des radars à bord, ainsi que ceux des systèmes de communication, de contrôle et de navigation par satellite.

Le 24 septembre, la Russie a annoncé son intention de livrer prochainement des systèmes antiaériens S-300 à l'armée syrienne afin de renforcer ses capacités de combat dans le cadre du drame de l'avion russe Il-20.

De plus, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a prévenu que l'armée russe brouillerait les communications de tout avion voulant frapper la Syrie depuis la mer Méditerranée. sputniknews.com 25.09.2018

Iran

- Les Émirats revendiquent l'attentat d'Ahvaz - Réseau Voltaire 24 septembre 2018 Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Un attentat a tué 24 personnes et en a blessé 60 autres lors d'un défilé militaire, le 22 septembre à Ahvaz (Iran).

Ahvaz est la capitale de la région arabe du Khuzestan. Le 22 septembre 1980, le président Saddam Hussein tenta d'annexer cette population à l'Iraq, provoquant la guerre Iraq-Iran. À l'époque, l'immense majorité des arabes iraniens résistèrent à l'agression étrangère. Le défilé militaire du 22 septembre 2018 marquait l'anniversaire de cette terrible guerre, financée par les Occidentaux contre la Révolution khomeiniste.

Plusieurs groupes organisent régulièrement des protestations et des attentats au Khuzestan :

- Le Parti de la solidarité démocratique d'Ahvaz (soutenu par la CIA et le MI6, il tente de coaliser les diverses minorités non-perses d'Iran)

- L'Organisation de libération d'Ahvaz (soutenue par les fidèles de feu Saddam Hussein).

L'attentat de cette semaine a été revendiqué à la fois par le Front populaire et démocratique des Arabes d'Ahvaz (censé regrouper diverses organisations pro-Iraqiens) et par Daesh (qui a publié une vidéo des kamikazes avant leur action).

Rappelons que le régime de Saddam Hussein en Iraq avait abandonné la laïcité dans le cadre de son programme de « Retour à la Foi ». Lors de l'invasion US, les membres du Parti Baas furent interdits de politique et l'armée nationale fut dissoute, tandis que le pays fut dirigé par des chiites liés à l'Iran. L'ancien vice-président Ezzat Ibrahim Al-Douri étant le grand maître de l'Ordre des Nachqbandis (une confrérie soufie), fit alliance avec la CIA et le MI6 pour intégrer Daesh avec ses hommes et obtenir sa revanche contre les chiites. Par conséquent, les deux revendications de l'attentat renvoient par des chemins différents à Washington et à Londres. C'est pourquoi la République islamique d'Iran a immédiatement accusé les Occidentaux et les États du Golfe sponsors du terrorisme.

Cependant, l'un des conseillers du prince héritier des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed, a déclaré que son pays venait de parvenir à faire entrer la guerre en Iran, revendiquant ainsi publiquement le rôle de son pays dans l'attentat. Ce type de déclaration n'est pas si surprenant que cela au Moyen-Orient. En 2015, le président turc, Recep Tayyip Erdogan s'était publiquement félicité des attentats qu'il avait commandité en Europe.

La position des Émirats a brusquement changée, non pas à cause de la guerre au Yémen (où ils combattent contre les Houthis soutenus par l'Iran), mais à cause de la rupture de l'accord USA-Iran (JCPoA). Au cours des deux dernières décennies, la richesse des Émirats était basée sur le contournement des sanctions US par l'Iran. Le port de Dubaï était devenu le centre de ce trafic.

Désormais les deux pays sont ennemis et la question de la souveraineté d'un îlot du Golfe ressurgit.

Le président iranien, cheikh Hassan Rohani, a promis une « réponse terrible » aux Émirats, contraignant le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, à revenir en arrière et à démentir les propos précédents de son gouvernement. Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Etats-Unis-Palestine occupée

- Proche-Orient: Trump penche pour la première fois pour la solution à deux Etats - AFP 27 septembre 2018

Le président américain Donald Trump a dit mercredi pour la première fois sa préférence pour une solution à deux Etats afin de mettre fin au conflit israélo-palestinien, promettant de présenter son plan de paix "équilibré" d'ici quatre mois.

"Je pense vraiment que quelque chose va se passer. C'est mon rêve d'y parvenir avant la fin de mon premier mandat", en janvier 2021, a-t-il lancé lors d'une rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

En marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU à New York, il s'est dit convaincu "à 100%" que les Palestiniens, qui ont gelé tout contact avec l'administration américaine depuis qu'elle a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël fin 2017, reviendraient à la table des négociations.

"J'aime bien la solution à deux Etats", a ajouté le président américain, qui s'était jusque-là gardé de privilégier cette voie appuyée par ses prédécesseurs et la communauté internationale.

"Je pense que les deux Etats vont voir le jour", a-t-il même ajouté un peu plus tard devant la presse. Même si c'est "un peu plus difficile", "cela marche mieux parce que chacun gouverne de son côté", a-t-il expliqué.

Il n'a pas précisé si c'est ce que proposera le plan de paix concocté dans le plus grand secret par son gendre et conseiller Jared Kushner.

"Si les Israéliens et les Palestiniens veulent un Etat, c'est OK pour moi. S'ils veulent deux Etats, c'est OK pour moi", a-t-il assuré. "Je suis un facilitateur".

Mais le plan sera, a-t-il promis, "équilibré", car Jared Kushner, s'il "adore Israël", sait que "tout le monde doit être satisfait".

Pour la première fois également, l'occupant de la Maison Blanche a d'ailleurs donné un calendrier pour la présentation de cette proposition, maintes fois reportée. "Dans les deux, trois ou quatre mois", a assuré Donald Trump, qui rêve d'aboutir à "l'accord ultime" entre Israéliens et Palestiniens là où tous ses prédécesseurs ont échoué.

La ligne officielle de l'administration Trump consistait jusqu'ici à soutenir une solution qui aurait la faveur des deux camps, israélien et palestinien, sans pousser ni rejeter les deux Etats.

"La solution des deux Etats a complètement disparu du paysage politique israélien et n'existe que dans les rappels que nous en faisons, nous Européens. Les Etats-Unis se refusent depuis l'élection de Trump à y faire référence", déplorait encore récemment un diplomate européen.

Il s'agit donc d'un tournant. AFP 27 septembre 2018

Russie

- «Intox» à un moment bien choisi: Moscou sur le nouveau tournant dans l'affaire Skripal - sputniknews.com 26.09

Dans le contexte de nouvelles révélations du site Bellingcat, qui «enquête» régulièrement sur l'affaire Skripal, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a indiqué qu'il s'agissait d'une intoxic faite à un moment soigneusement choisi.

Pour la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, l'article de Bellingcat sur Rouslan Bochirov, impliqué par Londres dans l'affaire Skripal, et qui serait «en réalité» un agent du renseignement russe, n'est qu'une «intox» qui s'inscrit dans la continuité de la campagne visant à détourner l'attention de ce qui s'est réellement passé à Salisbury.

«La nouvelle intoxic concernant Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov est parue tout de suite après le discours de Theresa May au Conseil de sécurité de l'Onu sur les armes de destruction massive où elle a de nouveau formulé des accusations contre la Russie. Il n'y a pas de preuves, ce qui signifie la poursuite de la campagne dont l'objectif principal est de détourner l'attention de la question essentielle: que s'est-il passé à Salisbury?», a-t-elle écrit sur sa page Facebook.

«La question reste la même: quand seront formulées des preuves quelconques de l'implication ne serait-ce que de quelqu'un dans, comme le dit Londres, l'empoisonnement à Salisbury?», a souligné Mme Zakharova.

Le site Bellingcat, qui a déjà fait paraître d'autres articles manquant de preuves irréfutables, a affirmé mercredi que Rouslan Bochirov, ressortissant russe suspecté par Londres d'implication dans l'empoisonnement de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, serait «en réalité» un colonel des services russes de renseignement militaire, le GRU, répondant au nom d'Anatoli Tchépiga.

Selon un article publié par le site Bellingcat en coopération avec Insider, Rouslan Bochirov serait né le 5 mai 1979 dans le village de Nikolaïevka, dans la région de l'Amour (Extrême-Orient russe), et aurait servi à Khabarovsk dans la 14e brigade des troupes d'élite relevant du GRU.

Le secrétaire britannique à la Défense, Gavin Williamson, a de son côté publié un tweet affirmant que «la véritable identité d'un des suspects de Salisbury s'avérait être un colonel russe», mais a ensuite supprimé ce tweet.

Le ministère russe de l'Intérieur commente «l'enquête» de Bellingcat sur l'affaire Skripal Bellingcat avait précédemment publié un article avec «des informations affirmant que selon "la base de données du Service fédéral des migrations", Petrov et Bochirov étaient des agents du GRU». Igor Zoubov, vice-ministre russe de l'Intérieur, a alors déclaré qu'il était impossible d'établir, en se basant sur ces données, si une personne concrète travaillait pour le renseignement militaire russe et que le Service des migrations ne comptait pas «de sections relevant du GRU».

Le 5 septembre dernier, le parquet britannique avait formulé aux Russes Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov quatre chefs d'accusation, notamment pour tentative de meurtre de l'ancien officier Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, ainsi que du policier britannique Nick Bailey. La Première ministre britannique, Theresa May, affirme que les deux suspects sont des hommes du GRU sans pour autant présenter de preuves pour appuyer ces allégations.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué pour sa part que «l'affaire Skripal» volait en éclats en raison de l'absence de quelque preuve que ce soit de la culpabilité de Moscou. Le ministère a présenté au Foreign Office une soixantaine de notes diplomatiques pour

exiger d'accorder à la Russie l'accès à l'enquête et aux citoyens russes impliqués, demander une aide juridique et proposer une coopération, notamment pour organiser une enquête commune. Toutefois, les autorités britanniques n'y ont pas réagi. sputniknews.com 26.09

Qui a relancé cette affaire ?

Des médias britanniques, le Daily Telegraph et la BBC.

Qui révèle quoi ?

Le site Bellingcat lié au think tank du Pentagone Atlantic Council.

Qu'a-t-ils trouvé ?

Une photo d'une personne qui aurait pu être Chepiga jeune, sans en avoir la certitude cependant. (Atlantico.fr 26 Septembre 2018)

Et à part cela ? Rien ou si, on a au moins la certitude que leurs récits sont purement et simplement fabriqués.

Soudan du Sud

Tiens, c'est bizarre, il n'y a personne pour aller jouer au justicier au Soudan du Sud ?

- La guerre civile au Soudan du Sud a fait près de 400.000 morts - Reuters 26.09

Le bilan de la guerre civile au Soudan du Sud est considérablement plus élevé que ce qui avait été rapporté jusqu'à présent, à en croire une étude rendue publique mercredi, qui avance le chiffre global de plus de 380.000 morts.

La partition du Soudan sous l'égide de la "communauté internationale", de l'ONU, et particulièrement d'Israël ne devait pas vraiment profiter à ses habitants. Bon, ce sont des nègres, des sauvages, qui plus est des musulmans, des pauvres, des déchets colatéraux du capitalisme mondial...

Ils n'ont pas eu la chance de naître au bon endroit au bon moment, voilà tout.

Et après cela ils osent encore nous donner des leçons de morale, d'humanisme, ils osent prétendre que le capitalisme serait légitime...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Argentine

- **Paralysée par une grève, l'Argentine change de gouverneur de la Banque centrale - AFP 25 septembre 2018**

L'Argentine, paralysée mardi par une grève générale contre la baisse du pouvoir d'achat, a changé de gouverneur de sa Banque centrale, un signal sans doute destiné au Fonds monétaire international, avec lequel le gouvernement négocie un renforcement du plan d'assistance.

A la surprise générale, le gouverneur de la Banque centrale de la République d'Argentine (BCRA), Luis Caputo, a démissionné après trois mois seulement à son poste, "pour raisons personnelles" selon un communiqué officiel.

Le nouveau gouverneur de la Banque centrale, Guido Sandleris, jusqu'ici vice-ministre de l'Economie, est un proche du ministre de l'Economie Nicolas Dujovne que le FMI connaît bien : c'est lui qui a mené les négociations techniques qui ont abouti en juin à l'octroi d'un prêt de 50 milliards de dollars.

"Il y avait une rumeur (de démission) depuis vendredi. En raison de frictions entre le FMI et la Banque centrale. Et puis Caputo n'était pas un gouverneur définitif", estime un économiste argentin, Fausto Spotorno. "La priorité du gouvernement est un accord avec le FMI", souligne-t-il.

Le FMI n'est pas étranger au départ de M. Caputo, relève l'économiste en chef de l'Institut management and fit Matias Carugati. "Je ne sais pas si le FMI a demandé son départ ou s'il a préféré démissionner plutôt que de travailler sur une ligne contraire à celle qu'il préconise, mais son départ est lié au nouvel accord avec le FMI", dit-il.

Proche du président de centre-droit Mauricio Macri, Luis Caputo avait négocié début 2016 l'accord sur la dette avec les fonds "vautours" américains. Secrétaire aux Finances, puis ministre des Finances, il avait été nommé en juin gouverneur de la Banque centrale. Mais les tensions avec le FMI et le ministre de l'Economie Nicolas Dujovne ont eu raison de lui.

La première tranche du prêt, de 15 milliards de dollars, a aussitôt été débloquée pour stabiliser la troisième économie d'Amérique latine et enrayer la crise du peso, qui depuis le début de l'année a perdu la moitié de sa valeur face au dollar.

Le remplacement de M. Caputo par M. Sandleris met en évidence que "Dujovne se maintient comme le patron de l'équipe économique. En plus, (Sandleris) est quelqu'un qui a une bonne relation avec le FMI. Son arrivée à la BCRA devrait donner lieu à une politique monétaire plus proche à ce que veut le FMI", relève M. Carugati.

Dans la rue, les manifestants ont justement dénoncé l'alignement de l'Argentine sur les politiques du FMI. "Nous sommes mobilisés car nous sommes contre la politique d'austérité du gouvernement et le FMI. Cela affecte nos salaires, et notre qualité de vie", se plaint Gabriela Vera, une enseignante participant au blocage d'un accès routier à Buenos Aires, dans le cadre de la grève générale.

Mardi, les administrations et la plupart des commerces étaient fermés dans la capitale et les principales villes du pays, car ni autobus, ni métro, ni taxis ne circulaient. Dans les aéroports, les écrans affichaient que tous les vols étaient annulés. Le trafic aérien devait reprendre mercredi.

La grève générale a eu lieu alors que Mauricio Macri se trouve à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies et pour rassurer les marchés sur la politique qu'il a mise en oeuvre pour faire face à la crise économique que traverse son pays.

Le pouvoir d'achat des 41 millions d'Argentins a considérablement baissé. En 2018, l'inflation se situera au dessus de 40%, la récession atteindra 2,4% et le chômage est en hausse. AFP 25 septembre 2018

ECONOMIE

Etats-Unis-Japon

- USA et Japon vont négocier un accord de libre-échange - Reuters 27 septembre 2018

Donald Trump a annoncé s'être entendu mercredi avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe pour engager des négociations sur un accord bilatéral de libre-échange à l'égard duquel Tokyo se montrait jusqu'ici très réticent.

"C'est quelque chose que, pour diverses raisons au cours des années, le Japon n'était pas disposé à faire mais maintenant, il l'est. Nous sommes donc très heureux à ce propos, et je suis sûr que nous aboutirons à une conclusion satisfaisante et dans le cas contraire, ohhhhhh", a commenté le président américain.

Donald Trump dénonce un excédent commercial à ses yeux trop important du Japon vis-à-vis des Etats-Unis - 69 milliards de dollars (58,7 milliards d'euros) dont près des deux tiers proviennent des exportations d'automobiles. Il réclame un accord bilatéral afin de corriger ce qu'il considère comme une anomalie.

Tokyo veut éviter des droits de douane élevés sur ses exportations d'automobiles et redoute l'ouverture de certains de ses marchés sensibles, notamment son marché agricole.

Les principaux négociateurs commerciaux des deux pays - le ministre japonais de l'Economie, Toshimitsu Motegi, et le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer - se sont rencontrés mardi à New York et, selon les médias japonais, se sont entendus sur les grandes lignes d'un accord bilatéral.

Un communiqué commun aux deux pays fixe les limites des négociations.

"Pour les Etats-Unis, les résultats concernant l'accès aux marchés pour le secteur automobile seront destinés à accroître la production et les emplois aux Etats-Unis dans l'industrie automobile", peut-on lire.

"Pour le Japon, concernant les produits de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les résultats relatifs à l'accès aux marchés tels que reflétés dans les précédents accords de partenariat économique constituent le niveau maximal", est-il ajouté en référence au Partenariat transpacifique abandonné par Trump en 2017. Reuters 27 septembre 2018